Exclus et exclusion

Réalité et processus

Hmaid Ben Aziza

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/715>

DOI : 10.4000/cdlm.715

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 1-11

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Hmaid Ben Aziza, « Exclus et exclusion », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 69 | 2004, mis en ligne le 10 mars 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/715> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.715>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Exclus et exclusion

Réalité et processus

Hmaïd Ben Aziza

- 1 L'exclusion est devenue de nos jours une notion familière, tant elle nourrit les commentaires de l'actualité, interpelle les politiques et les décideurs, soutient les discussions des chercheurs en sciences sociales, cultive les angoisses de franges, de plus en plus nombreuses de la population, qui craignent de se voir un jour, prises dans la spirale de la précarité. Elle se pose alors comme le paradigme à partir duquel la société prend conscience d'elle-même et de ses dysfonctionnements, s'active à rechercher dans l'urgence et parfois la confusion des solutions des maux qui la tenaillent. Pourtant cette familiarité contraste avec le caractère équivoque de cette notion et les incohérences du débat qu'elle suscite.
- 2 Nous nous proposons de montrer en quoi l'exclusion manifeste une certaine désillusion quant à l'idéologie du progrès, comment elle se définit comme rupture du lien social, induite par le phénomène de précarité qui caractérise le monde du travail aujourd'hui.
Du paupérisme à l'exclusion
- 3 On admet sans difficulté que chaque mutation sociale est marquée par la naissance et la diffusion d'un paradigme sociétal. Ainsi, le 19^{ème} siècle a vu la naissance du paupérisme, alors que notre fin de siècle a mis en lumière le phénomène de l'exclusion. Et bien que les deux phénomènes soient de nature différente, l'un et l'autre pose et repose « *la nouvelle question sociale* »¹. Tous les deux ne cessent de nourrir une littérature nombreuse qui dénonce le caractère indigne de la pauvreté² et la crainte croissante qu'agite l'exclusion³.
- 4 Le paupérisme caractérisait l'entrée dans la société industrielle, avant les conquêtes sociales et les régulations étatiques ; l'exclusion traduit plutôt la crise structurelle de ses fondements. Mais les deux phénomènes renvoient à la précarité de l'emploi, la sous-qualification, le chômage, l'incertitude de l'avenir. Ces deux notions rendent compte de l'émergence d'une nouvelle condition faite de privation matérielle (certes moins sévère aujourd'hui), de dégradation morale, de désocialisation, source de marginalisation et de perte de repères identitaires.

- 5 Certes, le paupérisme naît dans la société industrielle naissante, avide de main d'œuvre, qui enchaîne l'homme au travail, déshumanisant et aliénant, alors que l'exclusion semble écarter l'homme de la sphère productive. Certes l'idée de l'exclusion n'est pas nouvelle, mais le sens qu'elle véhicule l'est à plus d'un titre ; elle est sollicitée pour désigner des phénomènes sociaux de nature différente. Comment est donc forgée cette notion dans les différentes phases de sa carrière. Comment apprécie-t-on les raisons de son renouveau aujourd'hui ?

La genèse d'une notion : l'exclusion

- 6 Il est difficile pour quiconque de revendiquer l'invention de ce vocable, même si on désigne généralement Robert Lenoir comme étant le premier à avoir utilisé ce mot en 1974. Mais Lenoir lui-même avoue que le titre de son ouvrage *Les exclus, un français sur dix*, est l'œuvre de son éditeur qui l'a choisi parmi une longue liste. D'ailleurs, le mot ne figure que rarement dans le corps du texte. En réalité, c'est Pierre Massé qui, dix ans plus tôt, a employé ce terme dans son ouvrage *Les dividendes du progrès*.
- 7 C'est donc, et paradoxalement au milieu des années soixante, en pleine période de prospérité économique, que cette notion d'exclusion fit son apparition en France. Elle stigmatisait non pas la dégradation du marché de l'emploi (nous sommes dans les Trente Glorieuses) ou l'affaiblissement des liens sociaux, mais plutôt l'amertume d'une frange de la population mise à l'écart de cette prospérité, en marge du partage des bénéfices¹. Ce quart-monde des cités d'urgence fut l'objet de plusieurs monographies², à l'origine de plusieurs programmes sociaux censés enrayer la dynamique. Raymond Aron³ va mettre en lumière les « désillusions » de cette espérance, en montrant comment la société d'abondance et la civilisation du progrès échouent dans leur objectif d'enrayer les mécanismes de reproduction de cette même tendance.
- 8 Il est étonnant de constater le peu de succès rencontré par cette notion à cette époque, parce que le phénomène qu'elle couvre est resté malgré tout marginal. Il s'agirait d'un simple résidu presque « naturel », et, comme tel, il n'affecte pas le corps social dans son ensemble. Les spécialistes des Institutions d'action sociale évoquent un problème d'inadéquation sociale. Dans les milieux libéraux et conservateurs, on explique le phénomène, sa persistance, par des tares et des déficiences individuelles, l'irresponsabilité et l'imprévoyance des pauvres eux-mêmes. Et parce qu'il s'agirait d'un phénomène individuel, l'interrogation théorique tourne autour de la définition d'un moyen efficace pour inciter les pauvres à travailler.
- 9 Inspiré par les travaux de Milton Friedman, Lionel Stoléru⁴ avance l'idée d'un impôt négatif qui consisterait à verser aux pauvres une allocation variable avec le revenu. Le mécanisme est simple. L'allocation part d'un certain montant lorsque le revenu est nul, décroît au fur et à mesure que les revenus familiaux augmentent. Elle s'annule au delà d'un certain seuil pour ne pas désinciter les pauvres à travailler. La philosophie de cet impôt négatif serait de réconcilier l'idée de réformes sociales (nécessaires) avec l'ambition de prospérité économique.
- 10 Mais revenons à Lenoir. Peut-être que le mérite de son livre est d'élargir la réflexion autour de la notion d'exclusion. C'est à la question de l'inadaptation sociale que s'attache l'auteur et non pas à celle de la pauvreté au sens économique du terme. Il recense les cas des inadaptés sociaux dans les registres de l'aide sociale à l'enfance, les drogués, les alcooliques, les délinquants, les asociaux, les marginaux et d'autres

groupes vulnérables comme certains groupes ethniques (les français musulmans) mal intégrés.

- 11 C'est un ouvrage plutôt de bon sens et qui ne revendique point un quelconque statut théorique. Il n'en demeure pas moins que Lenoir effectue bien un double déplacement de la question de l'exclusion.
- 12 - **a)** Il ne s'agit pas d'un phénomène d'ordre individuel, contrairement aux tenants de la thèse de « la pauvreté volontaire ». C'est bien un phénomène social qui prend son origine dans les principes mêmes de fonctionnement des sociétés modernes. L'auteur cherche à expliquer l'exclusion par des causes sociales, telle que l'urbanisation désordonnée génératrice de ségrégations sociales et raciales. Henri Gaudin mettra en avant un peu plus tard les carences des architectes. « Il ne suffit pas de dénoncer, écrit-il, le racisme ici et l'exclusion là, en tolérant ses formes dans l'architecture même »⁹. La violence diffuse véhiculée par les médias, l'inadaptation du système scolaire, le déracinement d'une grande frange de la population causé par la mobilité sociale et spatiale, les inégalités des revenus, l'inégal accès aux systèmes des soins et de l'enseignement.
- 13 - **b)** On ne peut plus parler comme s'il s'agissait encore d'un phénomène marginal qui touche la seule frange des sous-prolétaires, mais bien d'un processus qui affecte de plus en plus de gens et de tous les milieux. « Aucune famille, écrit Lenoir, aussi bourgeoise soit-elle et quelles que soient ses traditions religieuses ou laïques, ne peut se vanter qu'un de ses enfants ne sera pas un jour un fugueur, un drogué, un jeune délinquant ou révolté »¹⁰.
- 14 L'urgence des solutions est d'ordre préventif. La philosophie de l'action préconise de prendre une série de mesures visant à transformer les fonctions mêmes des services sociaux.
- 15 Bien qu'elles s'écartent de la pensée libérale, les thèses développées par Lenoir feront l'objet d'une critique, surtout par des chercheurs engagés dans la vie militante. Jeanine Verdes-Leroux¹¹, historienne et sociologue, s'est penchée sur l'argumentation de l'ouvrage pour en dévoiler les failles. Elle souligne surtout la non pertinence des catégories utilisées, jugées « hétéroclites » et « vagues ». Ainsi, « la juxtaposition, souligne-t-elle, des groupes aussi disparates fait disparaître en tant que tel le principe de classement économique-politique, en même temps qu'elle fait rejaillir sur l'ensemble des groupes énumérés la coloration « criminologique » de certains termes ».
- 16 Pour Verdes-Leroux, l'indétermination sémantique de la notion d'exclusion en fait son efficacité idéologique. « La vertu de ce concept d'exclus et tous les débats qu'il permet est, dit-elle, d'exclure la question de l'origine de « l'exclusion ».
- 17 La notion d'exclusion reste vague et équivoque chez Lenoir. Il ne distingue pas entre ce qui relève de dysfonctionnements conjoncturels générés par les mutations économiques et sociales, et ce qui relève de la simple reproduction des mécanismes ségrégatifs propres à chaque société. En clair, Lenoir esquiva la question des inégalités sociales. Comme le remarque fort justement S. Paugram¹², « si on se réfère au contexte social et politique de l'époque, on remarquerait sans peine le clivage manifeste entre une droite libérale et conservatrice et une gauche unie par le programme commun du gouvernement (1972) et hostile à l'économie du marché. La gauche semble manifester une certaine hostilité envers la notion d'exclusion, parce que celle-ci, indirectement, renvoie à l'idée de lumpen prolétariat, jugée négativement par Marx et Engels, parce

que susceptible de briser la Révolution ». Cette méfiance expliquerait pourquoi l'exclusion fut refoulée. Certes ce refoulement n'a pas empêché les chercheurs de travailler sur des thèmes comme la ségrégation sociale, la marginalité, les identités négatives, la délinquance ou la criminalité.

- 18 Cependant l'épuisement du modèle fordiste concomitant avec la fin des Trente glorieuses, les effets prolongés de la crise contribuèrent à élargir l'approche des problèmes sociaux. La question de l'inadaptation sociale cède la place à une réflexion sur le chômage comme phénomène central qui nourrit la crainte réelle d'une explosion sociale. La menace d'une perte d'emploi dans une société jusque là protégée commence à nourrir les craintes collectives. On s'intéressait de nouveau à la question de la pauvreté sous l'initiative de plusieurs organismes sociaux (tels que le Commissariat général au plan et même la Communauté européenne).
- 19 Une des idées clefs de ces recherches est la perception d'une distinction entre la précarité et les formes jugées plus traditionnelles du dénouement¹⁸. L'instabilité du marché de l'emploi et ses conséquences directes sur le revenu des ménages incitent les chercheurs à centrer leur investigation sur les trajectoires sociales et professionnelles. Ainsi sont abordées et analysées les expériences vécues du chômage, analyses qui met en relief la diversité des comportements face à l'expérience de retrait du monde du travail¹⁹. On associe alors la problématique de la précarité à celle de la pauvreté et les pouvoirs publics élaborent des plans appelés « Précarité-pauvreté » pour venir en aide aux populations dites vulnérables.
- 20 Nous remarquons sans peine qu'il ne s'agit plus d'exclusion, mais d'un ensemble de situations fort hétérogènes, génératrices de difficultés nouvelles pour une grande frange de la société. C'est que la précarité va attirer l'attention sur l'émergence d'un nouveau phénomène « la nouvelle pauvreté ». Ce n'est plus les groupes seulement marginaux, jugés inadaptés au progrès comme ce fut le cas autrefois, mais plusieurs couches de la population parfaitement adaptées, mais victimes des mutations socio-économiques et son corollaire, la crise prolongée de l'offre du travail. C'est dans ce contexte que plusieurs initiatives dénonçant cette nouvelle forme de pauvreté vont voir le jour, cherchant surtout à promouvoir des actions de solidarité telles que les « Restaurants du cœur », les aides aux associations de chômeurs, l'élaboration de programmes d'urgence, particulièrement en hiver. Mais devant l'ampleur du phénomène et l'incapacité du système de garantir des ressources échafaudées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, système qui a laissé un nombre croissant de famille en dehors de la sphère de protection sociale²⁰, les pouvoirs publics se résignent à légiférer en la matière afin de garantir un revenu minimum d'insertion.
- 21 Paradoxalement, la notion d'exclusion est toujours évacuée du langage. Elle ne constitue pas le paradigme majoritaire, et les notions de précarité et de nouvelle pauvreté semblent être, malgré quelques critiques et réticences, comme étant insuffisantes pour nourrir la question sociale. Le RMI serait donc la politique sociale adéquate pour relever le défi de cette menace. Il est saisi comme étant le nouveau mode de régulation du lien social, pensé comme une réponse collective à un phénomène nouveau, induit par la dégradation continue du marché de l'emploi et de ses effets sociaux²¹. C'est donc autour du ce RMI et du débat âpre et fécond qu'il a suscité²² que la notion d'exclusion fit vraiment son retour. Désormais les problèmes sociaux sont appréhendés à partir de cette notion, favorisée par la dégradation permanente du marché de l'emploi, mais aussi l'évolution des représentations et des catégories

d'analyse qui contribuent à cette « re-naissance ». Se dégage alors une meilleure connaissance des populations en situation de pauvreté, leurs trajectoires, l'évolution des situations défavorisées dans le temps et l'effet des actions engagées".

- 22 Ainsi l'analyse des trajectoires des « Rmistes » montre combien les situations sont hétérogènes. L'instabilité des cas et leur évolution permettent de mieux cerner le processus conduisant de la précarité à l'exclusion au sens de cumul des handicaps et une rupture provisoire des liens sociaux. Est abandonnée alors la perception d'une situation statique de la pauvreté, mesurée monétairement en faveur d'une perception dynamique et multidimensionnelle. Cette nouvelle perception fait que l'exclusion se présente comme étant l'alternative à l'impasse méthodologique et conceptuelle des travaux traditionnels de mesure de la pauvreté. Ce n'est plus comme au temps de Lenoir ou de Klauser²² où l'exclusion renvoyait à un ou des groupes sociaux caractérisés par une exclusion de fait, mais l'accent est mis sur l'existence d'un processus pouvant conduire à des situations extrêmes. L'analyse des situations précaires est à la base d'une prise de conscience collective d'une menace qui pèse sur des franges de plus en plus nombreuses et mal protégées.
- 23 Mais c'est surtout le renouveau des recherches dans le champ social relatif à l'exclusion, l'imagination des solutions adéquates, l'adoption de nouveaux mécanismes de régulation socio-économique, qui viennent combler le vide théorique, en renouant avec l'approche théorique développée naguère par Durkheim, Max Weber ou Georg Simmel.

Exclusion et inégalité

- 24 L'approche sociologique du processus d'exclusion, la question du lien social, de cohésion sociale ont constitué depuis son origine une question fondamentale pour la sociologie. Durkheim, Weber, Simmel, chacun à sa manière, se sont préoccupés du processus qui lie les hommes entre eux. C'est bien cet intérêt pour le processus collectif, le fonctionnement social, qui permet de porter un regard neuf sur l'exclusion. Les trois sociologues font une distinction capitale entre solidarités proches ou lien de proximité, et solidarités plus générales.
- 25 Solidarité mécanique et solidarité organique chez Durkheim, lien communautaire et lien sociétaire chez Weber, similitude particulière et similitude générale chez Simmel. Nous pensons que cette distinction entre deux niveaux de solidarité constitue encore une hypothèse pertinente pour approcher de nouveau l'exclusion. Les exclus ne se définissent plus comme des catégories de personnes homogènes, rejetées par une société homogène, mais comme des individus atomisés, isolés, sans lien avec un groupe de base, tels que famille, clan, groupe d'appartenance de voisinage. Soit qu'ils appartiennent à un groupe lui-même rejeté, ethnie, communauté de mœurs, bande... Ces formes d'exclusion ont fait l'objet de plusieurs études fort intéressantes.
- 26 L'école de Chicago a, par exemple, initié comment l'espace urbain s'y était recomposé en une série de quartiers, d'aires naturelles que la base des relations de voisinage. Cette sociologie, dite de la déviance, met l'accent sur le phénomène des « ghettos » qui se traduisent eux-mêmes en un espace de banalisation. L'école de l'interactionnisme symbolique, en partant de ces observations, va montrer comment les exclus ont tendance à se regrouper sur la base d'un stigmate commun développant des pratiques de solidarité interne. Le but est de protéger des représentations négatives développées par la société à leur encontre. L'exclusion, selon ces théories, est saisie non comme un phénomène monolithique, mais comme une diversité des manifestations de la

différence. Ces différences conduisent à la mise à l'écart et à la non participation réelle ou symbolique des exclus.

- 27 Ainsi le concept d'exclusion serait une manière particulière de reconnaître ou de définir les problèmes sociaux, les populations correspondantes. L'exclusion n'est donc pas un nouveau problème social mais une autre manière de décrire les difficultés à établir des solidarités, soit entre individus, soit entre groupes. Pour Alain Touraine et son école, le collectif se construit en devenant sujet de l'histoire, construisant un projet en partant d'une conception commune des valeurs. L'exclusion serait alors une étape de l'évolution de la société postindustrielle.
- 28 J. Baudrillard, E. Morin et Maffesoli insistent plutôt sur les solidarités de base à l'œuvre et s'intéressent aux formes de sociabilité nouvelles fondées non sur le contrat entre individu, projet, construction d'une histoire mais le regroupement autour des valeurs communes, des émotions, des sentiments. Les exclus ne sont plus considérés comme des individus atomisés, isolés, sans liens solidaires, ne développant pas les formes de liens qui ont organisé la société du 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} siècle (participation politique, pratique associative, travail, famille...). Car l'exclusion est de nos jours absence de communication, rejet et incompréhension entre les groupes eux-mêmes, parfois les groupes de même condition, comme le montre bien N. Elias dans son livre *La logique de l'exclusion*²⁹. Les exclus sont dans l'incapacité de négocier leur appartenance à la société, leur reconnaissance matérielle ou symbolique.
- 29 Cette hétérogénéité des exclus, la multiplication des situations fort diverses pose de nouveau le problème de détermination de critères d'évaluation des situations dites d'exclusion. Et les instruments dits de « réinsertion »³⁰ cherchant à rétablir le lien du sujet avec lui-même, permettant aux exclus de promouvoir une image positive d'eux-mêmes. Le but est de rétablir le lien avec la communauté, socle de toute citoyenneté. On peut citer dans ce sens les politiques de lutte contre l'échec scolaire ; les dispositifs multiples d'insertion professionnelle, le renforcement de solidarité de proximité.
- 30 Grâce à ces études qualitatives, nous possédons une meilleure connaissance des populations à risque. Il en est ainsi des chômeurs de longue durée³¹ (plus d'un an). Mais s'il y a problème, c'est toujours au niveau de la mesure de ce risque d'être exclu définitivement du marché du travail. Certes, le taux de retour à l'emploi n'est jamais nul, mais cette population étant fort hétérogène, il n'y a pas encore de critère fiable d'identification du risque qui la frappe. Il en est de même pour l'échec scolaire ressenti comme facteur déterminant de l'exclusion sociale. Le nombre de sorties sans aucun diplôme est de l'ordre de 15%.
- 31 Dans une société qui se mondialise chaque jour davantage, il y a risque de voir les Etats nations privés de leur pouvoir de décision pour solutionner le phénomène de l'exclusion et son corollaire l'inégalité. Etienne Balibar³² ou Robert Castel³³ analyse l'exclusion comme une forme extrême de l'inégalité. Il y aurait un continuum entre ceux qui sont intégrés et ceux qui sont précarisés et ceux qui sont « désaffiliés ». Etienne Balibar³⁴ observe qu'on ne peut pas être exclu du marché puisqu'il n'y a rien d'autre que le marché. Les exclus sont à la marge de la société, ne formant pas une classe au sens propre du mot. Ils sont privés de cette forme de structuration et de représentation qui caractérise la classe sociale, facilite les rapports entre les individus par l'échange de paroles et d'expressions adaptées.

- 32 Le problème inégalitaire est, remarque Alain Touraine³², propre à la société de production fondée sur l'étroit rapport entre l'acteur et le système. Mais il y a divorce manifeste entre ces deux pôles. Ce divorce impose de poser et de penser l'exclusion non en terme d'égalité mais de justice. Ainsi logiquement un traitement dynamique de l'exclusion ne portera pas uniquement sur les exclus mais sur les conditions en amont lorsque la précarité bascule dans l'exclusion. Bref, l'accent est mis sur la prévention.
- 33 Se pose alors la question du ou des présupposés de justice pour départager l'acceptable de l'inacceptable

NOTES

1. - Rosanvallon Pierre, *La nouvelle question sociale, repenser l'état providence*, Editions du Seuil, 1995.
 2. - Tocqueville A. (1835), *Mémoire sur le paupérisme*, mémoire de l'académie de Cherbourg, reproduit in Commentaire 23, p. 630-636 ; 24, p. 880-888, 1983. Villermé (1838), *Tableau de l'état physique et moral des employés dans la manufacture de laine et de coton* ; Buret (1840), *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, Paris ; Engels (F.) (1845), *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, trad. Fr., E.S., Paris, 1975.
 3. - Bourdieu P., (éd.) (1993), *La misère du monde*, Le seuil, Paris.
 4. - Lenoir R., *Les exclus, un français sur dix*, Le Seuil, Paris, 1974.
 5. - Daras, *Le partage des bénéfices, Expansion et inégalités en France*, Paris, Minuit, 1966.
 6. - Petonnet C., *Ces gens-là*, Maspéro, Paris, 1968 ; Labbens, *Le quart monde. La pauvreté dans la société industrielle : étude sur le sous-prolétariat français dans la région parisienne*, édition science et service Pierlaye, 1969.
 7. - Aron Raymond, *Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité*, Caman Levy, Paris, 1969.
 8. - Stoléru Lionel, *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, Flammarion, Paris, 1974.
 9. - Gaudin H., *Seuil et d'ailleurs, Les éditions du demi-cercle*, Paris, 1992.
- Une abondante littérature s'est intéressée à ce problème spécifique. Cf. Chambart de Lauwe P.Henri, *Famille et habitation*, 2 tomes, éd. CNRS, Paris, 1959 ; Plamand J.P., *Loger le peuple*, La découverte, Paris, 1989 ; Flamand C., « Voir le voir. Architecture de réhabilitation, traitement visuel du social, enjeu d'un changement du regard dans les cités », in Segaud M. (éd.), *Espaces de vie, espaces d'architecture, Recherches n° 64*. Plan construction architecture, ministère du logement, 1995 ; Foret C., « Ethique du public et requalification urbaine : retour sur quelques expérimentations », in Segaud M., *op. cit.* ; Lugassy F., *Logement, corps, identité, Descartes et compagnie*, Paris, 1989 ; Vieillard-Baron H., « De la marginalité sociale à la crise sociale ? » in Ghorra-Gobin C., *Penser la ville demain*, L'harmattan, 1994.
10. - Lenoir, *op. cit.*, p. 36.
 11. - Verdes-Leroux, « Les exclus », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 19, 1978, pp. 61-65.

12. - Paugam S. (sous la direction de), *L'exclusion : l'état des savoirs*, éd. La découverte, Paris, 1996, p. 10.
13. - Lion A., Maclouf P., *L'insécurité sociale*, éd. Ouvrière, Paris, 1982 ; Pitron A., *La vie précaire. Des familles face à leur difficultés*, éd. De la CNAF, Paris, 1978.
14. - Chnapper D., *L'épreuve du chômage*, Gallimard, Paris, 1981.
15. - Milano S., *La pauvreté absolue*, Hachette, Paris, 1988.
16. - Astier I., « Ce que chômeur veut dire » Vrai ou faux chômeur ? Aptés ou inaptés au travail ? », *Les temps modernes*, n° 554, Paris, 1992, pp. 164-185. ; Balazo G., « Les facteurs et les formes de l'expérience du chômage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 50, Paris, 1983, pp. 69-83.
17. - Paugram S., *La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion*, PUF, Paris, 1993.
18. - Cukrowicz H., *L'homme en lambeaux : les effets du chômage consécutif à un licenciement sur les hommes de 30 à 50 ans*, Ronéo, Lastree, Lille, 1981.
19. - Klauffer J., *L'exclusion social, étude de la marginalité dans les sociétés occidentales*, Bureau des recherches sociales, Paris, 1965.
20. - Norbert Elias, *La logique de l'exclusion*, 1965, trad. Fr. 1997, coll. Agora.
21. - Nicole-Draucourt C., *Le labyrinthe de l'insertion*, La documentation française, Paris, 1991.
22. - Demazière D., *Les chômages de longue durée*, PUF, Paris, 1995.
23. - Balibar Etienne, *Le chômage en crise, la négociation des identités des chômeurs de longue durée*, PUL, Lille, 1992.
24. - Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995.
25. - Balibar Etienne, « Inégalité, fractionnement social, exclusion. Nouvelles formes de l'antagonisme de classe ? », in *Justice sociale et inégalité*, sous la direction de Joëlle Affichard et Jean-Baptiste de Foucault, éd. Esprit, 1992, série société.
26. - Touraine Alain, « Inégalité de la société industrielle, exclusion du marché », in *Justice sociale et inégalité*, sous la direction de Joëlle Affichard et Jean-Baptiste de Foucault, op. cit..

RÉSUMÉS

Notion très familière de nos jours parce qu'au cœur des interrogations des politiques, des analystes et des décideurs, l'exclusion n'a pas de définition unique et surtout elle a évolué au cours de ces deux derniers siècles. D'abord liée au XIX^e siècle au paupérisme, elle est actuellement associée aux notions de précarité, d'inégalité et de justice. Aujourd'hui considérée comme le stade suivant la précarité elle est le stade extrême de l'inégalité.

Very usual notion nowadays because political men are very interested just as analysts and deciders, the exclusion has not only one definition and particularly it has evolve during the two last centuries. Firslly bound to the XIXth century, to pauperism exclusion is actually connected to

precariousness, unevenness and justice. To day considered as the stage follower precariousness exclusion is the farthest stage of unevenness.

INDEX

Mots-clés : exclusion, paupérisme, précarité, inégalité, justice

AUTEUR

HMAID BEN AZIZA

Université de Tunis